

RENOVATION PARTIELLE TOUR A NIVEAUX 7 ET 8

CCTC

DISPOSITIONS COMMUNES
A TOUS LES LOTS

MODIFICATIONS :

INDICE	DATE	NATURE
A	22/11/24	Première émission

AFFAIRE : 22-002

REFERENCE INFORMATIQUE : CHA TOUR A N7 - Cartouches PE.dwg

MAITRE D'OUVRAGE :



CELLULE TERRAH

305 rue Raoul Follereau
84000 AVIGNON

BUREAU D'ETUDES :



2bis chemin neuf
13570 BARBENTANE
06.46.23.89.74 - contact@igbatetco.fr

ARCHITECTE :

HB more
ARCHITECTES

9 Quai de la Fontaine
30900 NIMES
04.66.67.10.95 - architectes@hb-more.fr

BUREAU DE CONTROLE :



8 rue Jean-Jacques Vernazza
ZAC Saumaty-Séon - BP193
13322 MARSEILLE Cedex 16
richard.cassandri@apave.com

CSPS :



Les collines d'Ugernum
1 rue des Lauriers
30300 BEAUCAIRE
h.maingonnat@spsconseils.fr

ECHELLE :

-/---

DATE :

22/11/24

PHASE :

DCE

DOCUMENT N° :

CCTC^A

SOMMAIRE

1.	PRESENTATION DE L'OPERATION	3
1.1.	PROGRAMME GENERAL DES TRAVAUX	3
1.2.	DECOMPOSITION EN LOTS	3
1.3.	FORME DU MARCHE	3
1.4.	TERRAIN D'EMPRISE	3
1.5.	INSTALLATIONS DE CHANTIER.....	4
1.6.	HYGIENE ET SECURITE	7
1.7.	PRISE DE POSSESSION DU TERRAIN ET DES BATIMENTS	7
1.8.	CONSTAT D'ETAT DES LIEUX	7
1.9.	DONNEES GEOGRAPHIQUES ET CLIMATIQUES	7
1.10.	CLASSEMENT - SECURITE - INCENDIE	8
1.11.	ACOUSTIQUE.....	8
1.12.	ACCESSIBILITE DES HANDICAPES	8
1.13.	CONTRAINTES PARTICULIERES	8
2.	INTERPRETATION DU DESCRIPTIF-COORDINATION-CONTROLES.....	10
2.1.	GENERALITES	10
2.2.	MAITRISE D'OEUVRE.....	10
2.3.	CONTROLE TECHNIQUE.....	10
2.4.	CSPS	11
2.5.	FRAIS D'ETUDES	11
2.6.	QUANTITES	11
2.7.	COORDINATION - PILOTAGE	11
2.8.	CONTROLE INTERNE	12
2.9.	CONNAISSANCE DU DOSSIER.....	12
2.10.	CONNAISSANCE DES LIEUX	13
2.11.	VERIFICATION DE FONCTIONNEMENT	13
3.	DOCUMENTS TECHNIQUES	14
3.1.	DOCUMENTS DE BASE DU MARCHE.....	14
3.1.1.	<i>Documents techniques</i>	<i>14</i>
3.1.2.	<i>Documents du marché</i>	<i>14</i>
3.1.3.	<i>Plans joints au dossier</i>	<i>14</i>
3.2.	TECHNIQUES ET MARQUES DE REFERENCE	14
3.3.	DOCUMENTS D'EXECUTION A FOURNIR EN COURS DE MARCHE	14
3.4.	DOCUMENTS A FOURNIR A LA FIN DES TRAVAUX (RECOLEMENT)	15
4.	PRESCRIPTIONS CONCERNANT L'EXECUTION DES TRAVAUX.....	16
4.1.	PLANIFICATION ET COORDINATION DES TRAVAUX.....	16
4.1.1.	<i>Protocole d'intervention</i>	<i>16</i>
4.1.1.	<i>Planning détaillé des travaux</i>	<i>16</i>
4.1.1.1.	<i>Ordonnancement - Planification</i>	<i>16</i>
4.1.1.2.	<i>Documents à fournir</i>	<i>17</i>
4.1.2.	<i>Planification en cours de chantier par l'O.P.C.</i>	<i>17</i>
4.1.3.	<i>Coordination des travaux.....</i>	<i>17</i>
4.2.	PLAN D'ORGANISATION DU CHANTIER	18
4.3.	REUNIONS DE CHANTIER - REUNIONS INTERENTREPRISES	18
4.4.	DOMMAGE AUX TIERS	18
4.5.	ECHANTILLONS - MAQUETTES	18
4.6.	SCELLEMENTS - RACCORDS	19
4.7.	RESERVATIONS - TROUS - PERCEMENTS	19
4.8.	PROTECTION DES OUVRAGES.....	19

4.9.	PRECHAUFFAGE DES LOCAUX	19
4.10.	NETTOYAGE EN COURS DE TRAVAUX	19
4.11.	NETTOYAGE FIN DE CHANTIER	20
4.11.1.	Nettoyage général.....	20
4.11.2.	Nettoyage de finition	20
4.11.3.	Epuisement des eaux	20
4.12.	REMISE EN ETAT DU TERRAIN ET DU BATIMENT EN FIN DE TRAVAUX	20
4.13.	CIRCULATION - NETTOYAGE DES CHAUSSEES - SIGNALISATION	20
5.	INSTALLATION ET FRAIS DE CHANTIER	21
5.1.	GENERALITES	21
5.1.1.	Compte prorata	21
5.1.2.	Répartition des dépenses concernant l'installation de chantier	21
5.1.3.	Evacuation des gravois et déchets	21
5.1.4.	Protection périmétrique du chantier et ouvrages annexes.....	22
5.1.5.	Salle de réunion	22
5.1.6.	Sanitaires, réfectoire et vestiaires	22
5.1.7.	Alimentation en eau du chantier	22
5.1.8.	Alimentation et installation électrique du chantier	22
5.1.9.	Panneau publicitaire de chantier	23
5.1.10.	Panneau réglementaire de construire	23
5.2.	EPIDEMIE.....	23
6.	ANNEXE - LISTE DES DOCUMENTS	24

1. PRESENTATION DE L'OPERATION

1.1. PROGRAMME GENERAL DES TRAVAUX

Les travaux se dérouleront en une seule phase selon planning.

Cette réhabilitation se situe à l'étage 7 de la Tour A. Ces travaux de réhabilitation seront accompagnés de travaux d'entretien notamment le remplacement de l'étanchéité des toitures terrasses (Niveaux R+8 et R+9).

La durée des travaux du présent appel d'offre sera de 8 mois y compris une période de préparation de 2 mois selon planning joint au dossier.

1.2. DECOMPOSITION EN LOTS

Les travaux du présent marché sont répartis en 12 lots secondaires et un lot principal (lot 1B) suivant la décomposition suivante :

- Lot 01 : Demolition - Gros Oeuvre (avec PSE)
- Lot 02 : Etanchéité
- Lot 03 : Désamiantage (avec PSE)
- Lot 04 : Menuiseries extérieures (avec PSE)
- Lot 05 : Cloisons – Doublages - Faux plafonds (avec PSE)
- Lot 06 : Menuiseries intérieures
- Lot 07 : Revêtements de sols
- Lot 08 : Peinture – Signalétique - Nettoyage
- Lot 09 : Chauffage -Ventilation – Climatisation – Plomberie - Désenfumage
- Lot 10 : Fluides médicaux
- Lot 11 : Electricité – Courants forts
- Lot 12 : Courants faibles

1.3.FORME DU MARCHE

Se reporter aux pièces administratives jointes au dossier, le marché est traité en lots séparés.

Dans le cadre de marché public, encadré par le Code de la commande publique, la norme de référence est le CCAG dont la dernière version date de l'arrêté du 30 mars 2021, entré en vigueur le 1^{er} avril 2021.

1.4. TERRAIN D'EMPRISE

Le terrain d'emprise est situé sur la commune d'AVIGNON, 305 rue Raoul Follereau.

Emprise du Centre Hospitalier :



1.5. INSTALLATIONS DE CHANTIER

Les installations de chantier sont précisées dans le PGCSPS et sur le CCAP joint au dossier de consultation.

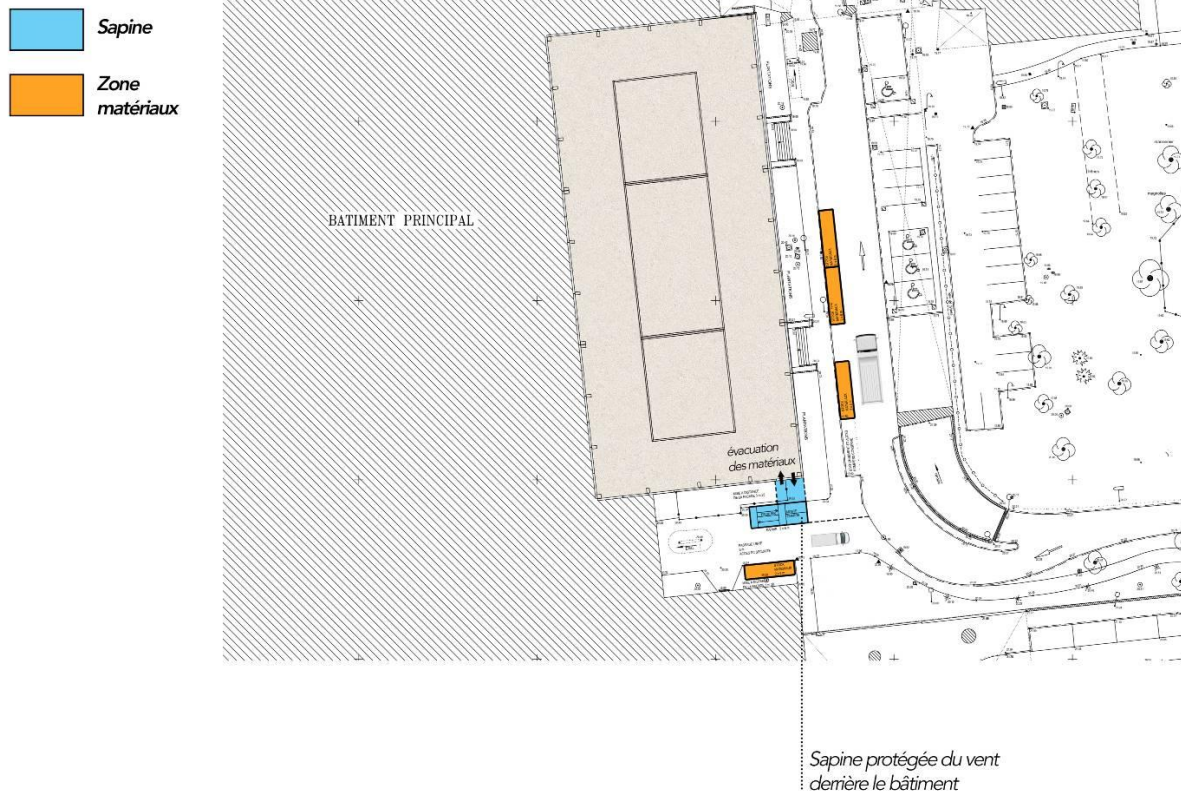
L'entreprise du lot principal 01 (sauf indications contraires définies ci-après) devra assurer l'installation et l'aménagement de la base vie, durant toute la durée du chantier.

Les cantonnements de chantier seront situés à proximité des zones d'intervention, sur des espaces mis à disposition par le centre hospitalier pendant toute la durée du chantier. A noter que ces espaces devront être restitués conforme à l'existant.

Les installations communes de chantier, comprendront entre autres :

- Une base vie comprenant :

- . Salle de réunion pour 10 personnes chauffée et climatisée
- . Un bloc vestiaires sanitaires (y compris raccordement sur réseau EU le plus proche)
- . Un réfectoire pour 10 personnes
- . Les barrières périphériques en HERAS avec portail d'accès à 2 vantaux suivant plan installation de chantier
- . L'aménée, le repliement et la remise en état de la zone après travaux

Plan accès chantier (position MC et zones de stockage)


- **La signalétique extérieure directionnelle et informative du chantier – provision :**
 - . 4 panneaux directionnels sur pieds
 - . 10 affiches format A3 sur panneaux rigides résistants aux intempéries
 - **Le constat d'huissier au droit des zones de chantier**, y compris voiries attenantes
 - **L'aménagement d'une zone de parking** pour les véhicules de chantier avec clôtures périphériques et signalétique – compris repliement des installations
 - **Les panneaux règlementaires** de chantier et permis de construire
 - **Tous les coffrets de chantier** nécessaires à l'exécution des travaux
 - **Les barrières extérieures de chantier** en panneaux rigides, 1 portail pour véhicule et 1 portillon piéton d'accès. La hauteur sera de 2 m environ. Le portail et portillon devront être équipé de digicode, le portillon devra être équipé d'un ferme-porte
 - **Les barrières intérieures de chantier** en panneaux rigides mélaminés seront positionnés au droit des 2 escaliers entre les niveaux 6 et 7. Ces cloisonnements provisoires devront être munis chacun d'une double porte avec digicode
 - **Tous les branchements de chantiers** (AEP, Electricité, raccordement sur réseau EU/EV) depuis l'hôpital avec des sous-comptages à charge du lot 01 (eau et électricité fournies par le MOA)
 - **La mise en place de 3 bennes** à déchets
 - **L'accès chantier** réalisé par le lot 01
- En base :**
 L'accès chantier sera réalisée depuis l'entrée B du bâtiment tour A et comprendra :

- . Des protections intérieures selon le plan joint : pote simple d'accès, cloisonnements provisoires en panneaux mélaminé blanc étanches M1 doublée par polyane côté intérieur, une porte double pour évacuation de l'escalier. Cloisonnement provisoire : environ 20ml de dalle à dalle
- . Le sol de la zone sera protégé par de la moquette tout le long du chantier (remplacement si nécessaire)
- . Des protections sous forme de tapis PVC collants seront hebdomadairement mise en place au droit de la porte d'accès chantier pour retenir au maximum la poussière



- . Le monte-charge intérieur sera également protégé sur les parois et le sol par de la moquette voire tapis collants également.
- . Le palier d'arrivée au niveau 7 sera libéré de tout stockage avec signalétique
- . Les portes des autres ascenseurs et MC desservants le niveau 7 seront condamnés par polyane étanche avec signalisation visuelle
- . Les monte-charges et ascenseurs non utilisés (6 unités) seront « condamnés » par panneaux mélaminés blancs afin d'interdire l'accès aux ouvriers

En PSE :

- L'accès chantier sera réalisée par une sapine extérieure et comprendra :
- . L'abattage et dessouchage d'un arbre et d'une haie dans la zone de positionnement de la tour d'accès au chantier – puis la protection
- . La fourniture, pose et entretien d'une tour d'escalier réglementaire avec la pose et entretien d'un monte matériaux, 600 kg sur mat, dimensions plateau 2,00 x 1,00m. Compris fondations ou plaques de répartition - La tour d'accès (MC) devra desservir le RDC, le niveau 7.



Implantation MC et escalier accès niveaux 7 et toiture de la Tour A

- . La dépose et l'évacuation des menuiseries au droit de l'accès chantier à créer sera réalisée par le lot 03, la démolition des 2 allèges avec fermeture provisoire étanche à l'eau au lot 01
- . la protection des menuiseries extérieures avoisinantes conservées par panneaux rigides ainsi qu'au droit de tous les niveaux de la tour (soit environ une quinzaine de menuiseries)
- . En fin de chantier : reconstruction de l'allège, rebouchage des fixations de la sapine en façade, dépose des protections périphériques, reprise des sols et espaces verts

- **La dépose, l'évacuation et la remise en état initial** de l'ensemble des prestations ci-dessus. En fin de chantier, la remise en état complète des extérieurs sera réalisée dito existant (sauf plantation) compris remise terre végétale si besoin, ratissage, remise en état des réseaux d'arrosage enterrés, réfection des enrobés, dalles, bordures, ...

1.6. HYGIENE ET SECURITE

Se reporter au plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (P.G.C.S.P.S) rédigé par le CSP missionné.

1.7. PRISE DE POSSESSION DU TERRAIN ET DES BATIMENTS

Au démarrage des travaux du lot 01, l'entreprise prendra possession du terrain et des bâtiments en l'état, situé sur la parcelle de terrain allouée au projet, avec toutes les servitudes associées.

Nota : L'intervention du lot 03 sera réalisée après mise en place des installations de chantier.

1.8. CONSTAT D'ETAT DES LIEUX

L'entreprise du lot 01 a à sa charge l'établissement d'un constat d'état des lieux du bâtiment Tour A et terrains adjacents au projet, ainsi que des voies d'accès publiques et privées, en présence d'un représentant du Maître d'Ouvrage.

Ces bâtiments et ouvrages sont à conserver et à maintenir en l'état pendant toute la durée du chantier. Ce constat sera établi par un huissier de justice ou un expert judiciaire, avant tout commencement de travaux.

Il sera communiqué au Maître d'Ouvrage, à la Maîtrise d'Œuvre et aux entreprises.

Un point particulier sera réalisé sur l'accès de chantier intérieur depuis les portes de l'entrée B.

1.9. DONNEES GEOGRAPHIQUES ET CLIMATIQUES

Le terrain, intéressé par les travaux du présent marché, a les caractéristiques suivantes qui seront à retenir pour les calculs à effectuer :

Altitude	: 25 m NGF environ
Site	: Normal
Neige	: Zone 2C
Vent	: Zone 2
Région climatique	: H2d
Zone sismique	: Zone III,

1.10. CLASSEMENT - SECURITE - INCENDIE

Il s'agit d'un établissement recevant du public de type U classé en 1^{ère} catégorie.

Les structures des bâtiments existants n'étant pas modifiées, celles-ci sont réputées conformes à l'arrêté du 25 mars 1965 (SF et CF 1h) et conformes à l'arrêté du 25 juin 1980 qui impose le même degré de résistance au feu pour les structures.

Les services concernés par les travaux sont en cloisonnement type traditionnel répondant aux exigences des articles CO24 du règlement de sécurité.

1.11. ACOUSTIQUE

Les dispositions de l'arrêté du 25 avril 2003 relatives à la limitation du bruit dans les établissements de santé seront respectées.

Les dispositions envisagées devraient permettre le respect la réglementation acoustique mais les entreprises sont chargées d'en apporter la preuve.

Nota : Les interventions se déroulant en milieu occupé, les entreprises devront s'assurer du respect des règles.

1.12. ACCESSIBILITE DES HANDICAPES

Les dispositions des documents suivants seront à respecter par l'ensemble des entreprises :

- De l'Arrêté du 1er août 2006 fixant les dispositions prises pour l'application des articles R.111-18 à R.111-18-7 du code de la construction et de l'habitation relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des bâtiment d'habitation collectives et des maisons individuelles lors de leur construction.
- Du document P 98-350 (février 1988) – Cheminement des handicapés – Cheminement piétonnier urbain – Conditions de conception et d'aménagement des cheminements pour l'insertion des personnes handicapées.
- De la norme NF-P 91-201 et de la circulaire 94-55 du 07-07-1994 et autres textes réglementaires associés.

Si la description des travaux ne permet pas de traduire toutes les dispositions réglementaires, les entreprises devront réaliser les ouvrages (fabrication, pose...) conformément à la réglementation applicable (marches et contre marches contrastées, mains courantes débordantes, etc...).

1.13. CONTRAINTES PARTICULIERES

S'agissant de travaux dans un bâtiment existant, il est rappelé aux entreprises que l'établissement sera en fonctionnement pendant toute la durée du chantier, toutes les précautions seront prises pour ne pas perturber son fonctionnement.

Les entreprises devront en outre respecter les prescriptions liées aux interfaces « chantier – activité hospitalière », en particulier en ce qui concerne :

- **Les nuisances phoniques,**
- **Les poussières,**
- **L'interface avec l'administration de l'hôpital (droit d'interruption de travaux)**

L'éclairage et le désenfumage devront être maintenus.

Certaines circulations (flux de personnes) devant être maintenues durant la durée de chantier, des cloisons provisoires et portes associées seront mises en œuvre pour la différenciation des flux de chantier et des flux hospitaliers, la protection du public et du personnel médical. Ces cloisons et portes associées seront réalisées en bois mélaminé blanc M1 et prévues dans le marché du lot 01.

Les travaux en zone de coactivité pourront se faire en horaires décalés sur demande de maître d'ouvrage.

Ces prestations font partie intégrante du marché et les entreprises ne pourront se prévaloir d'insuffisance ou omission pour demander une indemnité quelconque.

Pendant la phase de préparation, les dispositions particulières d'adaptation seront conjointement examinées entre les divers intervenants et pourront faire l'objet de petites modifications afin d'optimiser le déroulement des tâches, sachant que la difficulté du chantier réside dans son organisation pour maintenir l'activité hospitalière dans des conditions acceptables de confort et d'hygiène.

L'entreprise du lot principal 01 devra assurer les installations provisoires liées au chantier (en plus de celle énoncées ci-dessus) la réalisation de cloisons de dalle à dalle en contreplaqué mélaminé blanc M1, compris découpe au droit des réseaux existants, posées sur isolants type Armaflex en partie basse et haute pour l'étanchéité et complément film polyane blanc opaque rapporté pour l'étanchéité aux poussières si nécessaire.

Chaque entreprise est tenue de réaliser son propre nettoyage avec aspirateur adéquate en milieu hospitalier.

L'entreprise de peinture assurera le nettoyage soigné final. Par nettoyage soigné, nous attendons l'aspiration complète des poussières en sols et murs, le lavage soigné de finition des sols, le nettoyage des appareillages électriques, le lavage des vitrages (1 face) et miroirs, le nettoyage des quincailleries sur portes.

Nota : Les interventions se déroulant en milieu occupé, des protocoles d'interventions indiquant les définitions et horaires devront réalisés et validés par la maîtrise d'ouvrage avant travaux.

2. INTERPRETATION DU DESCRIPTIF-COORDINATION-CONTROLES

2.1. GENERALITES

Chaque entreprise devra assurer toutes les fournitures et exécuter tous les travaux nécessaires de sa profession ou simplement utiles au complet achèvement des ouvrages, suivant les règles de l'Art dont font partie les D.T.U.

Chaque entrepreneur reconnaît avoir obtenu auprès du Maître d'Œuvre les renseignements nécessaires à la parfaite compréhension du texte du présent devis descriptif et des indications portées aux plans joints.

Aucun supplément de prix ne sera accordé, le marché étant traité à prix global et forfaitaire. De même, aucune réclamation relative à une erreur quantitative dans le montant global forfaitaire ne sera admise par le Maître d'Ouvrage.

Il est précisé ici que les présentes dispositions générales communes à tous les lots prévalent sur les indications du C.C.T.P. des autres lots.

2.2. MAITRISE D'OEUVRE

La maîtrise d'œuvre est assurée par le bureau d'études IGBAT&Co associé à l'agence d'architecture HB more :

IGBAT&CO

2bis chemin neuf
13570 BARBENTANE

Représentant : Mme LEYRIS – contact@igbatetco.fr

HB more Architectes

9 quai de la fontaine
30900 NIMES

Représentant : Mr HERMET – architectes@hb-more.fr

La maîtrise d'œuvre est chargée d'une mission de base au sens de la loi MOP, comprenant :

- La conception générale
- La consultation des entreprises
- La rédaction des Marchés de travaux
- Le contrôle général des travaux
- L'établissement des bons à payer
- La réception des travaux

Les honoraires correspondants sont réglés directement par le Maître d'Ouvrage.

2.3. CONTROLE TECHNIQUE

Dans le cadre de la loi N°78.12 du 4/01/78, le Maître d'Ouvrage fait intervenir un Bureau de Contrôle, pour une mission de contrôle Solidité et Sécurité des Personnes : L + LE + PS + P1 + SEI + Fa + Fb + Fd + Ph + Th + Hand + Pv.

Les frais correspondants sont réglés directement par le Maître d'Ouvrage.

Le bureau de contrôle est :

APAVE SUDEUROPE SAS

8 rue Jean-Jacques Vernazza
ZAC Saumaty-Séon
BP 193

13322 MARSEILLE Cedex 16

Représentant : Mr CASSANDRI – richard.cassandri@apave.com

2.4. CSPS

Dans le cadre de la législation en vigueur, le Maître d'Ouvrage fait intervenir un coordonnateur de sécurité et de protection de la santé (CSPS), les entreprises sont tenues de respecter les prescriptions figurant dans le PGC établi par le CSPS et de suivre les observations de celui-ci pendant l'exécution des travaux. Pendant la période de préparation, chacune des entreprises établira et fournira au CSPS leur PPSPS.

Les frais correspondants sont réglés directement par le Maître d'Ouvrage.

Le CSPS est le bureau :

SPS CONSEILS

Les Collines d'Urgernum
1 rue des Lauriers
30300 BEAUCAIRE

Représentant : Mr MAINGONNAT – h.maingonnat@spsconseils.fr

2.5. FRAIS D'ETUDES

La maîtrise d'œuvre étant chargée d'une mission de base au sens de la loi MOP, les plans d'exécution sont à la charge des entreprises. Les documents seront fournis sous forme de tirages papiers, le nombre d'exemplaires de chaque sera défini par le Maître d'Œuvre et l'O.P.C.

2.6. QUANTITES

Par le fait de soumissionner, l'entreprise s'engage à ne pas contester a posteriori les quantités qu'elle aura calculées ou vérifiées.

Elle devra également s'assurer que tous les postes du CCTP et DPGF ont été chiffrés.

2.7. COORDINATION - PILOTAGE

Le pilotage et la coordination dont le contenu est défini ci-après, seront assurés par le maître d'œuvre IGBAT&Co.

Les frais correspondants sont réglés directement par le Maître d'Ouvrage.

Cette mission de coordination comprend notamment :

Pendant la période de préparation :

- Mise au point du planning des études, des approvisionnements et des tâches d'exécution du chantier.

- Mise au point définitive du phasage d'intervention, selon notice d'organisation
- Le suivi de la collecte des réservations auprès des corps d'état et leur transmission au lot Gros Œuvre.
- Organisation avec la Maîtrise d'Œuvre et les entreprises concernées du circuit de diffusion des documents nécessaires à l'établissement des plans de synthèse desquels seront issus les plans d'exécution coordonnés.
- Organisation des réunions techniques nécessaires en vue de l'établissement de ces plans de synthèse.

Pendant la période travaux :

- Le contrôle de l'avancement des tâches.
- Le recalage hebdomadaire du planning et la définition des moyens et des tâches à mettre en œuvre.
- La relance systématique auprès des exécutants en cas de retard.
- L'organisation des travaux de finition avant la réception.

2.8. CONTROLE INTERNE

Outre les contrôles exercés par le maître d'œuvre, le bureau de contrôle, il est rappelé aux entrepreneurs qu'il leur appartient d'exercer un contrôle interne des ouvrages qu'ils réalisent, conformément à la réglementation en vigueur.

En début de chantier, l'entrepreneur donnera le nom de la personne chargée d'assurer le contrôle des matériaux et de leur mise en œuvre.

Le contrôle interne auquel sont assujetties les entreprises doit être réalisé à différents niveaux :

- au niveau des fournitures, quel que soit le degré de finition, l'entrepreneur s'assurera que les produits sont conformes aux normes et aux spécifications complémentaires éventuelles du marché.
- au niveau du stockage, l'entrepreneur s'assurera que celles de ses fournitures qui sont sensibles aux agressions des agents atmosphériques ou aux déformations mécaniques sont convenablement protégées.
- au niveau de l'interface entre corps d'état, l'entrepreneur vérifiera, tant au niveau de la conception que de l'exécution, que les ouvrages à réaliser ou exécutés par d'autres corps d'état permettent une bonne réalisation de ses propres ouvrages.
- au niveau de la fabrication et de la mise en œuvre, le responsable des contrôles internes de l'entreprise vérifiera que la réalisation est faite conformément aux D.T.U., aux règles de l'art, et aux diverses spécifications propres au chantier.
- au niveau des essais, l'entrepreneur réalisera les vérifications ou essais imposés par les D.T.U. et les règles professionnelles, les essais particuliers supplémentaires exigés par les pièces écrites, ou demandées par le bureau de contrôle, le maître d'ouvrage, etc.

2.9. CONNAISSANCE DU DOSSIER

Le titulaire de chaque lot a connaissance de l'ensemble du C.C.T.P. relatif à l'opération et des incidences particulières entre chaque lot.

2.10. CONNAISSANCE DES LIEUX

Chaque entreprise, par le fait de sa soumission, a pris connaissance de la nature et de l'emplacement des travaux, des difficultés d'accès, des conditions générales et locales, ainsi qu'une connaissance complète des sujétions consécutives à l'exécution des travaux envisagés.

Elle est réputée avoir pris connaissance auprès des services techniques du tracé réel des réseaux divers existants en infrastructure.

Elle est réputée avoir pris connaissance également auprès des services concernés de la présence de réseaux divers ainsi que d'ouvrages existants sur les lieux du terrain dans la zone affectée aux travaux.

Chaque entreprise est réputée connaître toutes les conditions et difficultés de travail et ne pourra se prévaloir d'insuffisance ou omission pour demander une indemnité quelconque.

Concernant les visites, se reporter aux pièces du marché.

2.11. VERIFICATION DE FONCTIONNEMENT

Afin de prévenir les aléas techniques de fonctionnement découlant d'un mauvais fonctionnement des installations, les entreprises devront effectuer au minimum avant réception, les essais et vérifications figurant sur la liste établie par le COPREC en accord avec les assureurs dans la mesure où ils s'appliquent aux installations concernées.

Ce dernier adressera au Maître d'ouvrage avant réception des travaux un rapport explicitant les avis portant sur les P.V. mentionnés ci-dessus. L'ensemble de ces interventions étant à la charge des entreprises, toutes modifications éventuelles et nécessaires pour mise en conformité incluses.

3. DOCUMENTS TECHNIQUES

3.1. DOCUMENTS DE BASE DU MARCHE

3.1.1. Documents techniques

Les travaux et la mise au point des détails d'exécution seront conduits en respectant les prescriptions techniques, règles de calculs et documents techniques en vigueur au moment de la remise des offres.

3.1.2. Documents du marché

Le dossier marché est composé :

- Du présent document C.C.T.P. "Dispositions Générales Communes à tous les Lots"
- Du DPGF devis descriptif établi pour chacun des lots
- Du C.C.T.P. particulier pour chacun des lots
- Le planning enveloppe travaux
- La notice de sécurité
- La Notice d'Hygiène et de Sécurité (P.G.C.S.P.S.)
- Les rapports de contrôle technique : Solidité - Sécurité des personnes - Installation électriques
- Le rapport de repérage de l'amiante avant travaux n°2022-0-000392, établi par la société ATSI 3D en date du 11/07/2022,
- Le règlement de consultation
- Acte d'engagement
- CCAP

3.1.3. Plans joints au dossier

La liste des plans joints au dossier est précisée en annexe.

3.2. TECHNIQUES ET MARQUES DE REFERENCE

Les descriptions des matériels, équipements et prestations dans les différents C.C.T.P. ont été établies à partir de techniques et de produits de certaines marques particulières.

Les prestations ainsi décrites correspondent à un minimum de performance acceptable par le Maître d'Ouvrage. Les entreprises restent libres de proposer dans leur offre les techniques et produits de leur choix pour parvenir à une garantie et des performances au moins équivalentes.

3.3. DOCUMENTS D'EXECUTION A FOURNIR EN COURS DE MARCHE

Au moins 15 jours avant la date d'exécution de l'opération élémentaire concernée (date portée sur le calendrier d'exécution), l'Entrepreneur fournira à l'OPC, en nombre suffisant pour la diffusion aux intéressés, les plans d'exécution, d'atelier, de calepinage et de détails qui s'y rapportent.

Ne pourront recevoir un commencement d'exécution que les travaux définis sur les plans et documents ayant été acceptés par le Maître d'Œuvre et le Bureau de Contrôle, qui se réservent un délai maximum de quinze jours pour retourner les plans soumis à leur acceptation.

La vérification et la mise au point, par le Maître d'Œuvre, des documents présentés par l'Entrepreneur, laisseront entière la responsabilité de ce dernier. La vérification et l'acceptation de principe des documents ont pour seul but de s'assurer qu'ils ne sont pas contraires à l'esprit du C.C.T.P.

Les documents à fournir sont les suivants :

- Plans de principe de dévoiements provisoires et/ou définitifs des réseaux fluides (électricité, plomberie, chauffage, etc....)

- Plans d'exécution des ouvrages de ventilation et rafraichissements
- Plan d'exécution et note de calcul de l'installation de désenfumage
- Plans d'exécution et d'atelier des ouvrages de menuiseries (bois, PVC, aluminium),
- Plans de détails et d'atelier des ouvrages de serrurerie
- Plans de détails (installation, schémas unifilaires) des réseaux Electricité
- Plans de détail (installation, schémas unifilaires) des Courants faibles et de l'installation de sécurité (SSI)
- Bilan de puissance foisonnée électrique, bilans thermiques en chaud et en froid
- Notes de calculs des réseaux plomberie, ventilation
- Plans de détails des équipements (installation, nomenclature, réseaux, schémas unifilaires) en général, notamment ELECTRICITE, COURANTS FAIBLES, SSI, ETC
- Plans de calepinage des plafonds et de sols.

3.4. DOCUMENTS A FOURNIR A LA FIN DES TRAVAUX (RECOLEMENT)

Se conférer au CCAP.

4. PRESCRIPTIONS CONCERNANT L'EXECUTION DES TRAVAUX

4.1. PLANIFICATION ET COORDINATION DES TRAVAUX

4.1.1. Protocole d'intervention

Pour toutes visites, travaux, ... en dehors de la zone de chantier (niveaux 7 et 8 de la Tour A7), les titulaires de l'ensemble des lots devront préciser leur protocole d'intervention au minimum 15 jours avant démarrage. Cette demande sera soumise à la MOA, MOE et OPC.

Ce protocole devra être détaillé et comporter à minima :

- Les accès et sorties avec gestion des utilisateurs
- Les horaires et durée d'intervention
- Les mesures mises en place pour la protection des poussières, des personnes,
- Les mesures mises en place pour le nettoyage
- Les demandes éventuelles aux services techniques du CH
- ...

4.1.1.Planning détaillé des travaux

Le planning détaillé sera établi par l'O.P.C. en collaboration avec les entreprises, dans le cadre du délai contractuel.

Ces plannings seront proposés aux Entrepreneurs, qui devront formuler leurs observations éventuelles avant signature des documents correspondants qui deviendront alors contractuels.

4.1.1.1.Ordonnancement - Planification

Le coordonnateur provoque et dirige les réunions d'étude avec les entreprises dans le but d'établir l'ordonnancement des travaux.

Cet ordonnancement portera :

- d'une part sur la définition définitive des travaux, avec mise au point des rotations et transferts nécessaires de matériel d'exploitation, personnel, définition des circuits chantier et des circuits exploitation, établissement des consignes de sécurité mise au point des dessertes provisoires et/ou définitives des réseaux fluides (Eau, Electricité, Téléphone, Chauffage, Ventilation, Assainissement EU et EP), en fonction des besoins spécifiques à chaque tâche.
- d'autre part, sur les études d'exécution, les commandes importantes de matériels ou matériaux, délai d'approvisionnement, de fabrication, de préfabrication, de mise en œuvre, les essais, la réception des travaux, la levée des réserves éventuelles et toutes autres phases nécessaires pour le bon déroulement des travaux tels que les contraintes extérieures concernant les prises de décisions importantes (modifications, choix des matériaux, etc....).

Cet ordonnancement comprendra la mise en évidence de toutes les contraintes à prendre en compte dans les prévisions d'enclenchement des travaux.

Il sera établi par toutes méthodes estimées utiles par le coordonnateur et adaptées aux exigences du chantier.

Le résultat de cet ordonnancement est l'établissement de plannings de chantier en nombre suffisant et dont la liste, non exhaustive, est la suivante : Planning enveloppe, planning réseaux, planning structure, planning TCE, planning d'essais, de réception, de levées de réserves, d'installation ou de repliement des installations de chantier.

4.1.1.2. Documents à fournir

Pour cela, les entreprises auront à fournir au coordonnateur, dès le début de la période de préparation, et au plus tard sous quatre semaines, toutes les données de base telles que :

- La définition et la liste des étapes et tâches élémentaires,
- La durée de chacune de ces tâches ou activités y compris celles des phases d'études, de commandes de matériel et matériaux, d'approvisionnement et de fabrication en usine ou préfabrication,
- La prévision des effectifs de main d'œuvre,
- Tous documents nécessaires tant à l'établissement de l'ordonnancement que du pilotage, de la coordination et de la synthèse des études.

4.1.2. **Planification en cours de chantier par l'O.P.C.**

Cette action sera continue depuis le démarrage du chantier jusqu'à la livraison de l'opération.

Elle comprendra la production et le pointage hebdomadaire des documents de contrôle de l'avancement des études, des commandes et approvisionnements et des travaux, le pointage des effectifs.

Le coordonnateur dirigera les réunions plannings, établira les comptes rendus nécessaires.

Il opérera les recalages partiels de plannings avec le concours des entreprises concernées, dans le cas de retards minimes, et les recalages d'ensemble des plannings en cas de retard importants.

Ces mises au point feront l'objet de diffusion de nouveaux documents ou de remises à jour en nombre et en fréquence appropriés aux besoins.

Il tiendra le décompte des retards, en analysera leur incidence et en déterminera la responsabilité. Il effectuera une analyse critique de l'état d'avancement des travaux, proposera les solutions et dispositions nécessaires en cas de retards, en vue du maintien des dates de livraison. Il proposera au Maître d'Ouvrage l'application de pénalités de retard.

4.1.3. **Coordination des travaux**

C'est l'exploitation de la planification dans le but principal de faire respecter les engagements pris concernant les délais de réalisation et de livraison, tout en assurant un déroulement harmonieux des interventions.

Le coordonnateur s'assure que :

- les délais d'installation de chantier et d'exécution des travaux sont respectés.
- les engagements et accords ayant une incidence sur l'exécution des travaux ont été pris en temps utile par les entreprises.
- les matériaux et matériels ont été approvisionnés à la cadence nécessaire.
- les engins de chantier les effectifs journaliers de personnels de toutes les entreprises sont en nombre suffisant.
- les échantillonnages nécessaires ont bien été déposés en temps voulu, répertoriés en permanence sur une liste avec les documents techniques et de sécurité nécessaire, et qu'ils ont été approuvés en temps voulu.
- les décisions et accords des Maîtres d'Ouvrage et Maîtres d'Œuvre sont donnés en temps utile pour respecter le calendrier d'exécution.

Il recueille et met au point les limites de prestations entre chaque entreprise, notamment en ce qui concerne les réservations, les percements, les scellements et les rebouchages.

Il participe aux réceptions des supports entre la fin d'une intervention d'un lot et le début d'un autre (supports d'étanchéité, réservations ouvertures, sols, génie civil, locaux techniques...).

Il provoque aussi souvent que cela est nécessaire entre les entreprises et les organismes concernés, des réunions d'étude consacrées à l'examen des questions posées et en saisit la Maîtrise d'Œuvre pour décision.

Il centralise et diffuse tous les documents propres à la bonne marche du chantier.

Il relance les exécutants autant de fois que nécessaire.

Il contrôle la tenue du registre des clefs. Celles-ci seront confiées aux entreprises sous leur responsabilité pour effectuer les dernières finitions, nettoyage et levées de réserves.

Il tiendra à jour la liste des ordres de service, des plans, des demandes de devis de travaux en plus-value ou en moins-value, et des devis acceptés. Il relancera les entreprises et la Maîtrise d'Œuvre pour que la diffusion de ces documents soit faite dans les délais compatibles avec le bon déroulement de l'opération.

4.2. PLAN D'ORGANISATION DU CHANTIER

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification de l'Ordre de Service leur prescrivant de commencer les travaux, les entrepreneurs devront soumettre à l'approbation du Maître d'Œuvre et du Maître d'Ouvrage et de l'O.P.C. un plan d'organisation de chantier, ou confirmer celui existant, pour chaque phase de travaux.

Cette organisation concerne aussi bien les extérieurs que les intérieurs, et notamment les plans de circulation intérieur et extérieur.

L'approbation de ces plans par le Maître d'Œuvre n'atténue en rien la responsabilité des Entrepreneurs.

4.3. REUNIONS DE CHANTIER - REUNIONS INTERENTREPRISES

L'Entrepreneur est tenu d'assister aux rendez-vous de chantier et /ou de coordination provoqués par le Maître d'Œuvre et /ou l'O.P.C. d'y déléguer une personne ayant pouvoir pour engager l'entreprise et donner, sur le champ, les ordres nécessaires aux agents de l'entreprise sur le chantier.

Le coordonnateur animera une réunion, au minimum, hebdomadaire interentreprises destinée à examiner en détail les différents problèmes de coordination.

L'entrepreneur est tenu d'assister aux réunions provoquées par le coordonnateur de sécurité.

4.4. DOMMAGE AUX TIERS

Il est entendu que pendant toute la durée d'exécution des Marchés et jusqu'à l'achèvement complet de leurs travaux, les Entrepreneurs seront seuls responsables vis à vis des tiers y compris, les visiteurs et le personnel du Maître d'Ouvrage, de tous les dommages et toutes les conséquences préjudiciables de quelle que nature que ce soit, résultant de tous travaux effectués pour remplir les conditions du Marché ; ceci, en ce qui concerne la responsabilité de chaque lot.

Si le Maître d'Ouvrage venait à être recherché directement par des tiers, à quelque titre que ce soit et sous quelle que forme que ce soit, les Entrepreneurs supporteraient seuls définitivement et sans recours vis à vis du Maître d'Ouvrage toute indemnités qui seraient reconnues au profit des tiers.

4.5. ECHANTILLONS - MAQUETTES

Afin de permettre au Maître d'Ouvrage et au Maître d'Œuvre de s'assurer d'une part, de la parfaite compréhension des plans, pièces écrites et documentations, et d'autre part, de la qualité des ouvrages, l'Entrepreneur sera tenu de présenter tous échantillons de toutes natures et tous prototypes jugés nécessaires sans limitation numérique ou dimensionnelle.

Ces échantillons seront présentés dans les délais prescrits, dans leur forme d'utilisation et ce dans le cadre des délais d'approvisionnement en rapport avec ceux du planning contractuel des travaux.

Le Maître d'Œuvre est seul juge de la conformité de ces échantillons avec les spécifications des pièces du dossier.

Aucune commande de matériel ne peut être passée par l'Entrepreneur sinon à ses risques et périls, tant que l'acceptation de l'échantillon correspondant n'a pas été matérialisée par l'accord écrit du Maître d'Œuvre (dans le procès-verbal du rendez-vous de chantier ou par ordre écrit).

4.6. SCHELLEMENTS - RACCORDS

Les scellements sont à la charge des lots intéressés. Ils seront exécutés exclusivement au ciment et de telle façon que la cavité ménagée à cet effet soit entièrement garnie à refus. Les raccords de parements au droit des scellements précités sont également à la charge des lots intéressés avec le même degré de finition que celui prévu en partie courante.

4.7. RESERVATIONS - TROUS - PERCEMENTS

Les entreprises des divers corps d'état exécutent à leurs frais et conformément aux Règles de l'Art, les tranchées, percements, trous de scellement et raccords divers nécessaires à leurs propres travaux.

En règle générale, les scellements, fourreaux de passage, rebouchage des trous et calfeutremments dans **les parties verticales sont exécutés par les corps d'état intéressés**, de même dans les planchers dont les rebouchages seront exécutés de la façon suivante, une fois terminé, un retrait minimum de 2 cm par rapport au nu fini sur chaque face. Les raccords complémentaires sont à la charge des lots concernés, avec utilisation de matériaux appropriés aux finitions requises.

Tous les percements dans les ouvrages existants, dont la cote la plus importante est inférieure à 200 mm seront exécutés et rebouchés par les corps d'états concernés.

4.8. PROTECTION DES OUVRAGES

Les Entrepreneurs de tous corps d'état assureront pendant toute la durée des travaux et jusqu'à la réception, la protection efficace de tous les travaux ou matériels exécutés ou posés par leur soin.

Cette protection porte principalement contre les altérations et parements (notamment pour les parties chromées ou aluminium qui seront recouvertes sur toutes leurs faces d'un enduit ou d'une pellicule de protection jusqu'à la réception), le maintien en bon état de fonctionnement, la protection des arêtes et de tout ouvrage ou matériel fragile.

Les entrepreneurs seront responsables et auront donc à leur charge et à leurs frais tous travaux de remise en état qui s'avèreraient nécessaires à la suite des dépréciations provenant d'une absence ou d'une insuffisance des mesures de protection.

4.9. PRECHAUFFAGE DES LOCAUX

Sans objet.

4.10. NETTOYAGE EN COURS DE TRAVAUX

Les abords et le chantier seront nettoyés et balayés au moins une fois par semaine et les dépenses correspondantes à la charge de tous les lots et ce, au prorata du montant de chaque lot.

Cependant, pour les lots qui n'auront pas évacué leurs gravois sur les lieux de stockage en préliminaire à ce nettoyage, ceux-ci se verront imputer directement les dépenses correspondantes sur visa de l'O.P.C.

Après mise en demeure, le Maître d'Œuvre en accord avec le Maître d'Ouvrage se réserve le droit de faire procéder au nettoyage du chantier par une entreprise extérieure, avec répartition des dépenses au compte prorata, si les dispositions précédentes ne sont pas respectées.

4.11. NETTOYAGE FIN DE CHANTIER

4.11.1. Nettoyage général

Chaque intervenant doit le nettoyage de sa zone d'intervention.

4.11.2. Nettoyage de finition

Chaque intervenant doit le nettoyage de sa zone d'intervention.
Un nettoyage de finition sera réalisé par le lot 08 en fin de chantier.

4.11.3. Epuisement des eaux

Sans objet

4.12. REMISE EN ETAT DU TERRAIN ET DU BATIMENT EN FIN DE TRAVAUX

En fin de travaux le gestionnaire du compte prorata aura à sa charge pour toutes les zones de terrain et de bâtiment ayant été utilisées pour les installations de chantier, aires et locaux de stockage, accès intérieurs, etc... La remise en état pour restituer le terrain dans son état d'origine, y compris l'enlèvement de tous les gravats : blocs, empièvements, stockages divers, etc....ainsi que la restitution des ouvrages ayant été neutralisés ou détériorés pendant la durée des travaux.

Un état des lieux sera établi contradictoirement entre le gestionnaire du compte prorata, le Maître d'Œuvre, le représentant du Maître d'Ouvrage, ceci avant l'ouverture du chantier.

Après mise en demeure, le Maître d'Œuvre en accord avec le Maître d'Ouvrage se réserve le droit de faire procéder à la remise en état du terrain et du bâtiment par une entreprise extérieure, avec répartition des dépenses au compte prorata, si les dispositions précédentes ne sont pas respectées.

4.13. CIRCULATION - NETTOYAGE DES CHAUSSEES - SIGNALISATION

Les entrepreneurs prendront toutes mesures utiles pour assurer le maintien convenable de la circulation générale, sur les voies publiques et privées utilisées pour les besoins du chantier.

Ils mettront en place tous panneaux de signalisation indiquant les sorties d'engins.

Ils supporteront l'entretien et le nettoyage des voies d'accès au chantier, consécutifs aux salissures que pourra occasionner la circulation des véhicules et engins de chantier.

5. INSTALLATION ET FRAIS DE CHANTIER

5.1. GENERALITES

Les entreprises sont invitées à se reporter aux plans d'installation de chantier propres à chaque phase et joints au dossier ainsi qu'aux prescriptions du CCAP et du PGC relatives aux installations de chantier et à leur entretien. Les dispositions prévues au CCAP, prévalent sur les dispositions du présent document en cas de contradiction.

5.1.1. *Compte prorata*

Ce marché comportera un compte-prorata dont le gestionnaire sera le titulaire du lot 01 GO. Ce dernier établira une convention à signer par l'ensemble des intervenants avec prévisionnel financier pour toute la durée du chantier.

La répartition des dépenses communes (investissement, entretien, consommations) sont définies dans le CCAP ainsi que dans la NFP 03 001 (marchés privés). Certains postes décrits ci-dessous sont imputables au lot spécifié.

5.1.2. *Répartition des dépenses concernant l'installation de chantier*

La répartition des dépenses seront liées aux descriptifs de l'article 1.5 ci-dessus et du CCAP mais aussi selon les sujétions courantes :

- Mise en place de tous ouvrages de protection (obturation des trémies, garde-corps provisoires sur façades et en terrasse, etc... **02 ETANCHEITE et 01 GROS ŒUVRE au droit de leurs ouvrages**
- Entretien des accès du chantier, des voiries intérieures provisoires et des voiries d'accès. **Lot 01 GROS ŒUVRE**
- L'ensemble des dispositions figurant au PGC.

5.1.3. *Evacuation des gravois et déchets*

Le gestionnaire du compte prorata, en accord avec le Maître d'Œuvre, déterminera des lieux de stockage distincts pour les gravois de structure et pour les déchets. Il prévoira notamment la mise en place et la location des bennes à déchets pour le tri sélectif des déchets.

Chaque entreprise conformément aux dispositions du décret n°2020-1817 du 29/12/2020, indiquera l'estimation de la quantité totale des déchets générés durant le chantier, en effectuant le tri-sélectif dans les bennes prévues dans les installations de chantier, et ceux assujettis au recyclage.

- Dispositions applicables aux gravois de structure dont GO, amiante et étanchéité
Le ou les entrepreneurs procèdent à leurs frais à l'enlèvement et au transport aux décharges publiques de leurs gravois de structure – **LOTS 01, 02 et 03**
Les bordereaux de retraitement des déchets seront fournis.
- Dispositions applicables aux déchets généraux
Chaque entrepreneur se charge à ses frais de l'évacuation de ses propres déchets jusqu'aux lieux de stockage prévus à cet effet. Les entreprises sont invitées à trier correctement les déchets et à déposer ceux-ci dans les bennes correspondantes.

L'enlèvement des déchets à partir de ceux-ci ainsi que leur transport aux décharges publiques sont effectués par l'entrepreneur du lot 01 Gros œuvre. Les dépenses y afférent sont portées au compte prorata.

Dans le cas où un stockage distinct n'aurait pas été prévu, le Comité de Contrôle décidera des modalités de leur enlèvement et de leur transport aux décharges publiques ainsi que de l'affectation des dépenses correspondantes.

5.1.4. Protection périmétrique du chantier et ouvrages annexes

Pour toute la durée du chantier, l'entrepreneur, titulaire du lot 01 a à sa charge tous les éléments de protection et de signalisation du chantier, tels que fourniture et pose de clôtures du chantier (y compris supports adéquat), barricades et portails etc....conformes aux règlements en vigueur. Il devra assurer leur maintien en parfait état pendant toute la durée du chantier. Les tôles en recouvrement ne présenteront aucun défaut de désaffleure présentant un risque de coupure.

Ces clôtures pourront être déposées partiellement ou en totalité selon le besoin du chantier).

Toute publicité (sauvage ou commerciale) sera rigoureusement interdite.

Frais correspondants exclusivement à la charge du lot 01 Gros œuvre.

5.1.5. Salle de réunion

Aménagement et mise à disposition de mobilier composé d'une grande table de travail et de chaises (la configuration devra permettre de tenir des réunions de chantier à 15/20 personnes aisément).

Ce local sera muni d'une installation de chauffage et de climatisation. La température intérieure à maintenir sera de + 18 °C en hiver, pour toutes conditions extérieures.

Ce local sera équipé d'armoires fermant à clef pour le stockage des dossiers, ainsi que la mise à disposition d'une dizaine de casques de chantier.

Les frais de location correspondants sont à la charge du **lot 01**.

5.1.6.Sanitaires, réfectoire et vestiaires

Aménagement dans la base vie d'un réfectoire et vestiaires pour le personnel de chantier

Vestiaires éclairés, chauffés et aérés, surface minimale : 1,25 m2 par personne.

Réfectoire éclairé, chauffé et aéré, surface minimale : 1,50 m2 par personne.

Compris mobilier à charge du **lot 01**.

Le nettoyage sera réalisé par le **lot 01** et les dépenses portées au compte prorata.

5.1.7.Alimentation en eau du chantier

L'alimentation générale en eau de la base de vie (bureaux, sanitaires, réfectoires, vestiaires...) sera assurée par le lot 01 GO.

L'alimentation en eau des différentes zones de chantier ainsi que l'entretien de ces installations sera assurée par le lot 09. L'entreprise se branchera directement sur les attentes existantes du CHA en coordination avec les utilisateurs.

Les dépenses de consommations seront portées à charge du MOA.

5.1.8.Alimentation et installation électrique du chantier

L'alimentation générale électrique de la base de vie (bureaux, sanitaires, réfectoires, vestiaires...) sera assurée par le lot 01 GO.

L'alimentation électrique et coffrets de chantier des zones sera assurée par le lot 11 CFO. L'entretien sera inclus dans la prestation du lot 11 CFO.

Les dépenses de consommations seront portées à charge du MOA.

5.1.9. Panneau publicitaire de chantier

Frais correspondants à la charge exclusive du lot 01 – à prévoir dès la notification du marché.

Le lot 01 assurera la fourniture, la pose et la dépose d'un panneau d'information générale, portant :

- le numéro du permis de construire,
- l'adresse de la Mairie où le dossier peut être consulté,
- indications des Maîtres d'Ouvrage, du Maître d'œuvre, du conducteur d'opération, des Bureaux d'Etudes, du Bureau de Contrôle, du SPS....

Caractéristiques : Les dimensions de ce panneau sont : 2,00 x 3,00 mètres environ.

L'entreprise du lot 01 a à sa charge l'entretien de ce panneau.

L'entreprise du lot 01 a à sa charge exclusive la fourniture et la pose du panneau complémentaire, indiquant la liste des entreprises et des sous-traitants intervenant sur le chantier, aux caractéristiques suivantes :

- Bandes de contreplaqué à raison de 1 par lot :
- Hauteur 0,20 m - Largeur 1,50 m - Numéro de chaque lot - Désignation du lot - Raison sociale de l'Entreprise - Ville - Numéro de téléphone.

Les panneaux devront suivre la chartre graphique incluant une photo ou une perspective couleur fournie par l'architecte.

5.1.10. Panneau réglementaire de construire

A la charge du lot 01, le maintien de l'affichage du PC.

5.2. EPIDEMIE

Le **lot 01 GROS ŒUVRE** aura à sa charge, la mise à disposition du gel hydro-alcooliques au droit de la salle de réunion, durant la durée globale du chantier. L'entretien des locaux selon les modalités sanitaires en vigueur lors des travaux.

L'ensemble des entreprises devra prendre en considération le règlement et consignes du Centre Hospitalier, se référant aux épidémies ou protocoles mis en place.

Les protocoles définis par le SLIN seront à prendre en compte.

LU et APPROUVE,

L'ENTREPRISE

(Tampon + signature)

6. ANNEXE - LISTE DES DOCUMENTS